

LIBYE

Rome prêt à diriger une coalition armée anti-jihadiste

L'Italie est prête à envoyer plusieurs milliers d'hommes et à prendre la tête rapidement d'une coalition de pays européens et de la région pour lutter contre la progression des jihadistes en Libye, a affirmé le ministre de la Défense, Roberta Pinotti.

Dans une interview dimanche au quotidien *Il Messaggero*, M^{me} Pinotti affirme que «l'Italie est prête à guider en Libye une coalition de pays de la région, européens et de l'Afrique du Nord, pour arrêter la progression du califat qui est parvenu à 350 km de nos côtes».

«Si en Afghanistan nous avons envoyé jusqu'à 5 000

hommes, dans un pays comme la Libye qui nous concerne de bien plus près et où le risque de dégradation est bien plus préoccupant pour l'Italie, notre mission peut être significative et consistante, aussi en ce qui concerne les effectifs», a-t-elle déclaré.

«Nous en discutons depuis des mois, mais c'est devenu

urgent», a-t-elle précisé, en affirmant que «toute décision sera prise au Parlement» et que son collègue des Affaires étrangères, Paolo Gentiloni, «fournira jeudi des informations et des évaluations».

«Le risque est imminent, on ne peut attendre au-delà. L'Italie a des exigences de défense nationale, ne pas voir un califat qui gouverne sur la côte d'en face. Mais nous voulons nous coordonner avec d'autres dans un système de légalité internationale».

«Nous devons être présents

en Libye comme nous sommes intervenus en Irak aux côtés des très valeureux combattants kurdes», a-t-elle dit, sans préciser quel type d'intervention serait décidée. Elle a indiqué aussi que la venue de terroristes jihadistes en Italie à bord des canots transportant des clandestins «n'était pas à exclure».

Le président du Conseil Matteo Renzi avait déclaré samedi soir à la chaîne publique TG1 : «Nous avons dit à l'Europe et à la communauté internationale que nous devons cesser de dormir (...) Il faut une

mission plus forte de l'ONU.

L'Italie est prête, dans le cadre d'une mission ONU, à remplir son rôle pour défendre une idée de la liberté dans la région méditerranéenne», a-t-il ajouté.

Dans une interview à la chaîne SkyTg24, Paolo Gentiloni avait jugé vendredi qu'il fallait «se poser, avec les Nations unies, la question d'entreprendre quelque chose de plus». «L'Italie est prête à combattre dans le cadre de la légalité internationale», avait-il ajouté.

SAHARA OCCIDENTAL

Le gouvernement sahraoui appelle l'OCI à œuvrer pour l'annulation de la tenue du Forum Crans Montana à Dakhla occupée

Le gouvernement sahraoui a appelé l'Organisation de la coopération islamique (OCI), à œuvrer pour l'annulation de la tenue de la prochaine session du forum «Crans Montana» dans la ville occupée de Dakhla, a indiqué dimanche l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Le ministre sahraoui de la Justice et des Affaires religieuses, Hamada Selma a appelé «l'OCI à œuvrer pour l'annulation de la tenue de la prochaine session du forum Crans Montana dans la ville occupée de Dakhla et à dissuader l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO) de parrainer ce forum», selon la même source.

Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'OCI, le ministre sahraoui a estimé que l'organisation de cette réunion

«constituera une injustice flagrante contre un peuple musulman et pacifique».

Il a ajouté que la tenue de la session 2015 du forum Crans Montana à Dakhla occupée, en partenariat avec l'Isesco «va à l'encontre des droits et intérêts du peuple sahraoui et des principes de la légalité internationale y afférents qui s'appliquent au Sahara occidental», territoire inscrit depuis 1963 sur la liste des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés.

L'Union africaine avait "appelé" le forum suisse à «annuler» sa réunion à Dakhla occupée (Sahara occidental), considérant ce choix comme «une violation flagrante du droit international».

Le président de la République sahraouie (RASD), Mohamed Abdelaziz, avait déclaré, dans une lettre adressée au

secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, que la tenue du forum Crans Montana dans la ville de Dakhla occupée était «une violation flagrante du droit international».

Le président Abdelaziz, a également invité le SG de l'ONU «à veiller à ce qu'aucun fonctionnaire de l'ONU ne participe à ce forum», estimant que «l'organisation de cette réunion en ce moment, transformera en farce, le slogan de la promotion d'un monde plus humain et plus juste, thème sous lequel l'organisation prétend tenir ses activités».

Des organisations sahraouies des droits de l'homme ont appelé le président du forum de Crans Montana à annuler l'organisation de sa prochaine édition dans la ville sahraouie occupée de Dakhla, exprimant leur étonnement de la décision du forum de tenir sa réunion annuelle dans une ville du Sahara occidental, une région connue à l'échelle internationale, par le

conflit opposant le Front Polisario au Maroc et où se trouve, depuis 1991, la mission de l'ONU pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso).

Le conseil péruvien de solidarité avec le peuple sahraoui (Copesa) s'est, pour sa part, élevé contre l'organisation de la session en question dans la ville occupée de Dakhla et appelé son pays à ne pas y assister.

Le président namibien, Hifikepunye Pohamba, a appelé le Forum de Crans Montana à annuler l'organisation de sa session dans cette ville occupée, affirmant que son pays soutenait la position de l'UA «Nous continuons à appeler le royaume du Maroc à respecter et appliquer

les résolutions de l'ONU sur le Sahara occidental, afin de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination», a souligné M. Pohamba

ATTAQUES À COPENHAGUE

La police muette sur l'identité du tireur présumé

La police danoise était muette dimanche sur l'identité de l'homme qu'elle a abattu et qu'elle estime être le seul auteur des deux attaques meurtrières à Copenhague, et les médias n'avançaient pas de piste.

Lors d'une conférence de presse dimanche en début de matinée, la police a uniquement précisé qu'elle avait localisé cet homme grâce à un appel d'un chauffeur de taxi décrivant un homme qui ressemblait à celui filmé par des

caméras de vidéo-surveillance.

Avant l'aube, cet homme a ouvert le feu sur des policiers qui surveillaient un domicile dans le quartier populaire de Nørrebro où ils pensaient qu'il pourrait se rendre. En répliquant, ces

policiers l'ont tué. Les seuls éléments sur lui restent une photo diffusée samedi en fin d'après-midi, accompagnée de cette description : «entre 25 et 30 ans, d'environ 1,85 m, athlétique, d'apparence arabe, (...) les cheveux lisses».

Les motivations de l'homme ne sont pas connues et aucune revendication n'a été rendue publique.

L'homme a ouvert le feu d'abord dans l'après-midi avec un fusil-mitrailleur vers les dizaines de personnes assistant à un débat sur la liberté d'expression auquel participaient un artiste suédois auteur d'une caricature de Mahomet, Lars Vilks, puis dans la nuit sur la synagogue de Copenhague. Il a tué deux personnes et blessé cinq policiers

JAPON

Tokyo va fournir une aide financière pour combattre le terrorisme

Le Japon va fournir une aide de 15 millions de dollars pour combattre le terrorisme, a rapporté un journal japonais hier.

Avec ce geste, qui intervient après l'assassinat de deux ressortissants japonais capturés en Syrie, «Tokyo souhaite faire la démonstration qu'il ne cède pas au terrorisme», a expliqué le *Sankei Shimbun*.

Cette aide doit être annoncée lors d'une conférence sur le contre-terrorisme qui s'ouvre mercredi à Washington, ajoute le quotidien.

L'aide sera distribuée par l'intermédiaire d'organisations internationales actives dans les régions touchées, y compris des pays frontaliers de la Syrie et l'Irak, dont de larges pans de territoire sont sous le contrôle de l'organisation autoproclamée Etat islamique (Daesh).

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe avait été critiqué pour le calendrier de cette annonce car l'EI avait réclamé une rançon du même montant pour libérer

les deux otages japonais, avant de changer de tactique et d'exiger la libération d'une kamikaze détenue en Jordanie.

Le 31 janvier dernier, l'EI avait diffusé une vidéo montrant l'exécution de l'un des otages japonais enlevés en Syrie.

L'autre otage est un journaliste, Kenji Goto, capturé en Syrie en octobre dernier.

Les ravisseurs avaient exigé du Japon de payer une rançon de 200 millions de dollars.

NIGER

Plusieurs dizaines d'éléments présumés de Boko Haram arrêtés

Plusieurs dizaines de Nigériens soupçonnés d'être liés au groupe armé nigérian Boko Haram ont été arrêtés près de Zinder, dans le sud du Niger, depuis le début des attaques lancées par le groupe insurgé dans le pays, a-t-on indiqué dimanche de source officielle.

«Dans la région de Zinder, nous avons quelques dizaines de gens que nous avons interpellés pour les vérifications. Ce sont des suspects», a déclaré le gouverneur de la région, Kalla

Moutari, cité par l'AFP, précisant qu'il s'agit de «Nigériens».

Ces suspects ont été «renvoyés et pris en charge par la cellule antiterroriste à Niamey», dont les investiga-

tions doivent permettre d'établir s'il s'agit bien d'insurgés armés, a-t-il ajouté. Les suspects ont été arrêtés durant les contrôles mis en place par les autorités, notamment à l'entrée de la ville de Zinder, pour faire face à l'afflux d'habitants fuyant Diffa après les violences, a expliqué le gouverneur. Diffa (sud-est), localité située à quelque 400 km à l'est de Zinder, la deuxième ville du

pays, a été visée depuis le 6 février par une série d'attaques meurtrières, les premières perpétrées par Boko Haram au Niger. Cela a permis d'intercepter des gens infiltrés dans la population qui se déplaçait», a-t-il souligné.

S'agissant des déplacés, M. Moutari a indiqué que «près de 10 000 personnes» sont venues à Zinder depuis les attaques de Diffa.